

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/233

G/SCM/W/243

1er décembre 1995

(95-3913)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE JAPON¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 novembre 1995.

Questions générales

1. Dans la Loi relative au tarif douanier et dans les Décrets relatifs aux droits antidumping et aux droits compensateurs, seul le Ministre des finances est mentionné. Au cours d'une enquête, d'autres autorités examineront-elles le montant du droit et la question du dommage important?
2. Existe-t-il au Japon un organisme indépendant chargé de la révision judiciaire prévue à l'article 13 de l'Accord ADP et à l'article 23 de l'Accord SMC?
3. Quel est le mécanisme juridique prévu par la loi japonaise pour la mise en oeuvre des décisions des groupes spéciaux de l'OMC?
4. Aux termes de l'Accord antidumping les droits peuvent être fixés sur une base rétrospective ou prospective. Les droits seront-ils basés sur la valeur normale ou sur le prix à l'exportation?

Questions visant des articles précis

Conditions d'ouverture d'une enquête

5. Les articles 7.6 et 8.5 de la Loi relative au tarif douanier définissent les conditions d'ouverture d'une enquête en matière de droits antidumping et de droits compensateurs respectivement. Ces dispositions permettent-elles aux autorités d'ouvrir une enquête sans être saisies d'une plainte présentée par écrit par la branche de production nationale? Dans l'affirmative, pourquoi le gouvernement japonais n'a-t-il pas limité l'application de cette disposition à des circonstances spéciales comme le prévoient l'article 5.6 de l'Accord ADP et l'article 11.6 de l'Accord SMC?
6. L'article 5 du Décret relatif aux droits antidumping et l'article 3 du Décret relatif aux droits compensateurs disposent que les requérants doivent représenter pas moins de 25 pour cent de la branche

¹G/ADP/N/1/JPN/2-G/SCM/N/1/JPN/2 + Corr.1.

de production nationale. Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 5.4 de l'Accord ADP et de l'article 11.4 de l'Accord SMC? En particulier, comment s'assurera-t-il que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom, c'est-à-dire qu'elle est soutenue par des producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande?

7. L'article 2 du Décret relatif aux droits compensateurs définit la branche de production nationale comme les producteurs nationaux dont les productions additionnées de produits similaires constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits. Pourquoi n'existe-t-il pas de disposition comparable dans le Décret relatif aux droits antidumping? Quelle est la définition d'une "proportion majeure"?

8. L'article 7.1 du Décret relatif aux droits antidumping et l'article 4.1 du Décret relatif aux droits compensateurs précisent les renseignements que la demande devra comporter. Le gouvernement japonais peut-il expliquer pourquoi, dans la liste des renseignements requis, ne figurent pas l'identité de chaque exportateur ou producteur étranger connu ainsi qu'une liste des personnes connues pour importer le produit en question, comme le prévoient l'article 5.2 ii) de l'Accord ADP et l'article 11.2 ii) de l'Accord SMC.

Engagements

9. L'article 7.8 et 9 de la Loi porte sur les engagements pris dans le cadre d'enquêtes en matière de droits compensateurs et l'article 8.7 et 8 sur les engagements pris dans le cadre d'enquêtes antidumping.

- a) Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 8.2 de l'Accord ADP et de l'article 18.2 de l'Accord SMC aux termes desquels des engagements ne seront acceptés que si les autorités ont établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping?
- b) L'article 7.9 autorise le gouvernement à mettre fin à une enquête visant à l'application de droits compensateurs si des engagements sont acceptés. L'article 8.8 autorise le gouvernement à suspendre une enquête antidumping si des engagements sont acceptés. L'article 8.1 de l'Accord ADP et l'article 18.1 de l'Accord SMC autorisent la suspension ou la clôture d'une enquête lorsqu'un engagement est accepté. Le gouvernement japonais peut-il expliquer pourquoi les enquêtes antidumping et les enquêtes en matière de droits compensateurs sont traitées différemment sur ce point?

10. Comment le gouvernement japonais veillera-t-il à ce que les droits ne soient pas imposés pendant la durée d'un engagement, comme le prévoient l'article 9.2 de l'Accord ADP et l'article 19.1 de l'Accord SMC?

Enquête ultérieure

Les articles 7 et 8 de la Loi comportent des dispositions relatives à la conduite d'une enquête mais ne semblent pas reprendre un certain nombre de prescriptions de l'Accord ADP et de l'Accord SMC.

11. Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 11.9 de l'Accord SMC et de l'article 5.8 de l'Accord ADP exigeant la clôture d'une enquête si le montant

de la subvention ou la marge de dumping est *de minimis*, ou si le volume des importations concernées ou le dommage est négligeable?

12. Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations concernant les enquêtes sur place prévues à l'annexe I de l'Accord ADP et à l'annexe VI de l'Accord SMC?

13. Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations concernant l'article 6.1 de l'Accord ADP et l'article 12.1 de l'Accord SMC? En particulier, comment veillera-t-il à ce qu'un délai d'au moins 30 jours soit ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires?

14. Comment le gouvernement japonais compte-t-il mettre en oeuvre les règles relatives à l'échantillonnage définies à l'article 6.10 de l'Accord ADP?

15. Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 6.8 de l'Accord ADP et de l'article 12.7 de l'Accord SMC concernant l'utilisation des données de fait disponibles lorsqu'il s'agit de prendre une décision?

16. L'article 5 du Décret relatif aux droits compensateurs et l'article 8 du Décret relatif aux droits antidumping définissent les procédures à suivre pour annoncer l'ouverture d'une enquête. Le gouvernement japonais pourrait-il expliquer pourquoi l'adresse à laquelle les parties intéressées devraient faire parvenir leurs représentations ne figure pas parmi les renseignements que doit contenir l'avis publié au Journal officiel comme l'exige l'article 22.2 v) de l'Accord SMC?

Détermination de l'existence d'un dumping

17. L'article 8.1 de la Loi définit le dumping comme la vente d'un produit à l'exportation à un prix inférieur au prix du produit similaire. Le gouvernement japonais pourrait-il expliquer pourquoi il n'a pas adopté la définition donnée à l'article 2.1 de l'Accord antidumping à savoir la vente d'un produit à un prix inférieur à sa valeur normale?

18. Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping et en particulier de son alinéa 2 et s'assurer qu'une comparaison équitable est effectuée entre le prix à l'exportation et la valeur normale?

19. L'article 2 du Décret relatif aux droits antidumping définit différentes méthodes pour calculer la valeur normale. Le décret ne précise pas de règles spécifiques concernant la manière dont le calcul doit être effectué, en particulier lorsque la méthode du coût de production est utilisée. Comment le gouvernement japonais veillera-t-il à respecter ses obligations au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping?

20. En vertu de l'article 2.1 3), les prix peuvent être calculés à partir du coût de production du produit importé, majoré du montant normal des bénéfices et des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général afférents au produit similaire dans le pays d'origine. Comment le gouvernement japonais veillera-t-il à ce que ces coûts soient fondés sur des données réelles comme le veut l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping?

21. Aux termes de l'article 4.7 de la Loi, la conversion en monnaie japonaise peut être effectuée sur la base du taux de change en vigueur à la date de la déclaration d'importation.

- a) Le gouvernement japonais pourrait-il expliquer comment cette disposition peut être conforme à l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping selon lequel la conversion doit être effectuée en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente?
- b) Le gouvernement japonais a-t-il l'intention de tenir compte des autres éléments de l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping, par exemple l'utilisation du taux de change pratiqué pour la vente à terme et les fluctuations des taux de change?

Subventions

22. Le gouvernement japonais compte-t-il mettre en oeuvre des lois ou règlements concernant le calcul du montant de la subvention? Compte-t-il appliquer la notion d'avantage conféré au bénéficiaire prévue à l'article 14 de l'Accord SMC?

23. Le gouvernement japonais compte-t-il mettre en oeuvre des lois ou règlements concernant le traitement des intrants dans le processus de production conformément à l'annexe II de l'Accord SMC?

Domage

24. Les articles 7.1 et 8.1 de la Loi relative au tarif douanier autorisent l'imposition de droits antidumping et de droits compensateurs lorsqu'un dommage important est constaté. Néanmoins, ni la Loi ni les Décrets ne précisent la manière dont le dommage important doit être évalué. Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 3 de l'Accord antidumping et de l'article 15 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?